

Crises et conflits dans les relations gréco-turques des années 1974-2000 : l'attitude des socialistes grecs

Lamprini Rori



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/941>

DOI : 10.4000/cdlm.941

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2005

Pagination : 49-61

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Lamprini Rori, « Crises et conflits dans les relations gréco-turques des années 1974-2000 : l'attitude des socialistes grecs », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 71 | 2005, mis en ligne le 13 mai 2006, consulté le 07 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/941> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.941>

Ce document a été généré automatiquement le 7 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Crises et conflits dans les relations gréco-turques des années 1974-2000 : l'attitude des socialistes grecs

Lamprini Rori

- 1 En août 1976, alors que les militaires Grecs et Turcs s'entraînent dans la mer Egée, la sortie du navire turc d'exploration Sismic-1 (ex-Chora) à l'Est de la mer Egée, pour réaliser des recherches, amplifie le conflit entre les deux pays voisins. La raison du conflit étant que la Grèce considérait que la région appartenait à son plateau continental, alors que la Turquie émettait des doutes ; le gouvernement conservateur cherche la voie de l'apaisement et une solution diplomatique, voire juridique. Mais Andréas Papandréou, fondateur et président du parti socialiste grec, alors parti minoritaire de gauche déclare : « *Coulez le Chora* » !
- 2 En mars 1987, après l'annonce du Premier ministre socialiste de l'achat par l'Etat grec d'une part de l'entreprise Denisson Morris, consortium canadien du Pétrole du Nord de la mer Egée, le Conseil National Turc autorise la compagnie nationale de pétrole turque TPAO d'explorer à des fins commerciales certaines zones de la mer Egée dans une région au-delà de six miles marins des eaux territoriales grecques. Le jour même, et lorsque les deux pays accroissent leurs forces militaires dans la région, le Premier ministre grec Andréas Papandréou, à la sortie d'un Conseil exceptionnel de Sécurité Nationale déclare : « *Si les Turcs essaient de faire des manoeuvres, on va les attaquer* ». Il ferme également les bases militaires américaines près d'Athènes et demande au Ministre des Affaires Etrangères de se rendre en Bulgarie.
- 3 En janvier 1996, surgit un nouveau conflit entre Ankara et Athènes à propos de la souveraineté des îlots Imia, Kardak selon les Turcs. Des forces navales turques et grecques se concentrent dans la région². Le point culminant de la crise se déroule dans la nuit du 30 au 31 janvier quand les commandos turcs débarquent sur le petit îlot. La présence des forces militaires et le traitement médiatique des événements qui

exacerbent les nationalismes accréditent la perspective d'une guerre proche. Le gouvernement socialiste grec accepte la médiation de Washington. Au cours de son discours au Parlement, le lendemain de la crise, le Premier ministre socialiste grec Costas Simitis exprime d'ailleurs ses remerciements au gouvernement américain pour avoir contribué au maintien de la paix.

- 4 Quatrième et dernière crise, en février 1999 quelques députés socialistes et les services secrets grecs facilitent l'entrée du leader du PKK Abdullah Öcalan en Grèce. Cette démarche non officielle met dans l'embarras le gouvernement socialiste face aux autorités turques qui avaient lancé un mandat d'arrêt contre le leader du PKK. Les Grecs envoient Öcalan en avion à l'ambassade de Grèce au Kenya à sa sortie il est capturé par des milices turques¹. Cet événement détériore les relations entre les deux pays et provoque une crise au sein du PASOK et du gouvernement. Trois ministres démissionnent. Ces quatre exemples révèlent une évolution marquante du comportement des socialistes grecs à l'égard d'Ankara : d'une position ferme, ils sont passés à la recherche de solutions pacifiques et diplomatiques. Il s'agit de quatre attitudes différentes des socialistes grecs. Quels sont les éléments de base de la politique socialiste à l'égard de la Turquie ? Comment cette politique a-t-elle évolué dans le temps ?

Hypothèse de travail

- 5 Les Etats ne sont pas monolithiques, leurs réactions politiques aux stimuli extérieurs sont le produit d'un équilibre entre intérêts internes contradictoires et pressions externes². L'évolution de la ligne politique des socialistes à l'égard de la Turquie ne sera pas analysée dans le cadre des théories des relations internationales, notamment des facteurs géostratégiques. Nous nous attacherons plutôt à étudier les évolutions institutionnelles et culturelles du pays, mais surtout les facteurs internes au parti socialiste. Autrement dit mon hypothèse sera la suivante : le changement de la ligne politique des socialistes à l'égard de la Turquie, ainsi que leur façon de gérer des crises émergentes résultent d'une évolution de l'idéologie dominante au sein du parti, produit du changement de leadership. Contrairement à la pensée réaliste dominante, celle d'un leadership qui ne peut jouer un rôle décisif au sein des petits Etats (en termes de puissance), stratégiquement organisés et dépendants, nous privilégierons l'école de pensée radicale³ qui, elle, accorde une importance majeure à la personnalité-idiosyncrasie du leader, ainsi qu'à ses énonciations idéologiques. Percevant l'idéologie du leader comme variable indépendante, nous allons étudier comment elle est censée agir sur la variable dépendante, le conflit gréco-turc.

Le cadre historique

- 6 Avant d'étudier l'attitude politique du parti socialiste à l'égard de la Turquie, il semble important de rappeler le cadre historique de la naissance du PASOK. Après sept ans d'un régime de dictature de colonels, la transition démocratique de 1974 en Grèce est fortement marquée par la tragédie de la guerre gréco-turque à propos de l'affaire chypriote. Après le renversement de l'Archevêque Makarios, Président de la Démocratie Chypriote, par les colonels grecs et son remplacement par Sampson, un homme fidèle à leur régime et hostile aux Chypriotes d'origine turque, les militaires turcs envahissent l'île. Deux opérations militaires turques, Attilas I et II, aboutissent à l'occupation turque du nord de l'île (soit 38% du territoire), à l'expulsion de 200.000 Gréco-chypriotes (soit le tiers de la population totale) et à la création d'un territoire turc au nord de l'île, par une colonisation des régions grecques⁴. Le traumatisme causé à

l'idéal populaire grec et issu de l'affaire chypriote exacerbe le nationalisme et l'anti-américanisme. Ce sentiment est à l'origine des relations étroites entretenues par le régime dictatorial grec avec Washington⁷. Il est renforcé par la perception dominante de l'inaction des Etats-Unis au moment de l'invasion turque de Chypre.

- 7 C'est dans ce climat qu'Andréas Papandréou fonde le parti socialiste grec en septembre 1974. L'esprit de la Déclaration fondatrice du parti se nourrit d'un marxisme relâché, de l'anti-impérialisme et du nationalisme ambiant. Le slogan principal du PASOK « *La Grèce appartient aux Grecs* » est caractéristique de l'identité du parti, conçu comme une critique traditionnelle de la gauche et comme une conception nationaliste. L'idéologie du PASOK durant les premières années de son existence se base sur les concepts de l'Indépendance nationale, la Souveraineté populaire, la Libération sociale, le Processus démocratique. Le parti proclame la sortie du pays de l'OTAN et de la CEE et se réclame d'une troisième voie vers le socialisme. Lors de sa marche vers le pouvoir, il modère progressivement ses positions, passant à la fin des années 70 du socialisme tiers-mondiste exacerbé vers des positions plutôt social-démocrates, sans pour autant modifier ses déclarations anti-occidentales jusqu'à la fin des années 1980⁸.

La ligne politique du parti vis-à-vis de la Turquie

- 8 Concernant la ligne politique du parti à l'égard de la Turquie on peut distinguer deux grandes périodes, l'une allant de 1974 à 1996 et l'autre de 1996 à nos jours. De 1974 à 1996 le Parti socialiste énonce un discours dur, polarisé, sans concession à l'égard de la Turquie. Au cours des années 1974-1981, le parti est dans l'opposition et exige une politique dynamique à l'égard de la Turquie et le rejet de toutes négociations bilatérales⁹. L'attitude du leader Papandréou lors de la crise de 1976 est représentative de cette ligne politique. Les deux gouvernements socialistes de la période 1981-1989 interrompent les négociations bilatérales, affirmant que la Grèce ne réclame rien à la Turquie, alors que cette dernière revendique la révision globale des accords internationaux¹⁰. La perception dominante grecque est que le seul différend qui les oppose est celui qui a trait à la délimitation du plateau continental, qui peut être résolu par un recours à la Cour Internationale de La Haye¹¹. Les socialistes demandent l'éloignement des forces militaires turques du nord de Chypre¹².
- 9 En 1982, les ministres des affaires étrangères de deux pays établissent un moratorium¹³ qui n'aura qu'une brève existence. De même, le rapprochement sur le plan de la coopération économique devient caduc après la proclamation de la « *Démocratie Turque du Nord de Chypre* » en 1983 et sa reconnaissance par la Turquie, ce qui aggrave le conflit entre les deux pays voisins. Le déclenchement de la crise de mars 1987 est le premier grand incident que le gouvernement socialiste doit affronter. Du fait qu'une guerre entre les deux pays éloignerait la perspective d'une négociation de l'entrée de la Turquie dans la CEE, le Premier Ministre Turc annule l'exploration sismographique dans le plateau continental grec. Ainsi, malgré le repli turc, la Turquie réussit à bloquer toute recherche hors des eaux territoriales de chacun des deux pays¹⁴.
- 10 Une série d'initiatives de la part de A. Papandréou aboutit à la normalisation des relations et à la rencontre des deux Premiers ministres en février 1988 à Davos en Suisse. Pourtant le rapprochement, échoue la même année, dès que les Turcs expriment leurs inquiétudes au sujet de la minorité turque en Grèce, ainsi que leur refus de retirer les forces militaires turques de l'île de Chypre. Lors de son discours au parlement grec, A. Papandréou, se référant au rapprochement de Davos prononce un « *Mea Culpa* ». Le

gouvernement grec en répondant entrave les relations entre l'Europe et la Turquie, en rejetant l'annonce des douze Etats membres si les forces militaires ne se retirent pas de Chypre¹¹. Au cours des années 1990-1993 les socialistes se trouvent dans l'opposition et leur attitude à l'égard de la Turquie ne semble pas changer. Le retour des socialistes au pouvoir en 1993 et l'adaptation du pays aux exigences de Maastricht exigent graduellement le changement des priorités du parti¹². L'énorme part du budget étatique consacré à la défense nationale étouffe la politique économique et incite graduellement à l'élaboration d'une perception et d'une stratégie nouvelle à l'égard de la Turquie.

- 11 Le changement profond de la ligne politique apparaît après l'élection de C. Simitis à la tête du parti et du gouvernement en janvier 1996, période qui coïncide avec la crise à propos des îlots Imia et avec la dégradation de l'affaire chypriote¹³. Face aux nouvelles revendications et provocations turques, le gouvernement socialiste adopte une nouvelle stratégie de rapprochement entre les deux pays tout en gardant le principe « *On ne revendique rien, on ne négocie rien* ». D'après une initiative américaine, C. Simitis et le Président turc S. Demirel signent un accord, à l'occasion du Sommet de l'OTAN à Madrid en juillet 1997, selon lequel, les deux pays devront s'abstenir d'actes allant à l'encontre des droits souverains et des intérêts de l'autre¹⁴. D'ores et déjà la Grèce ne bloque plus les relations économiques de la Turquie avec l'UE¹⁵ en échange d'une résolution des différends entre les deux pays ; en revanche, elle soutient profondément la perspective de l'entrée de la Turquie dans l'UE, partant du principe que le respect par la Turquie des principes démocratiques, politiques et économiques de l'UE aboutira normalement au respect des droits souverains de la Grèce.
- 12 Les séismes catastrophiques qui touchent les deux pays en août et septembre 1999 et les témoignages de solidarité mutuels à l'égard des victimes, marquent le début de l'amélioration des relations entre les deux pays voisins. Le premier pas se réalise avec « *la reconnaissance de la « turcité » de la minorité de la Thrace occidentale* »¹⁶. Par ailleurs, suite aux initiatives du gouvernement socialiste, Chypre décide de ne pas installer les missiles russes S-300 sur l'île mais de les transférer en Crète, dans le cadre de la Doctrine de Défense Commun entre Chypre et la Grèce. L'approche socialiste au niveau institutionnel se concrétise par la levée des objections grecques quant à l'adhésion de la Turquie à l'UE au Sommet d'Helsinki en décembre 1999, quand les Quinze ont accepté la Turquie dans le groupe des pays candidats à l'adhésion.
- 13 Ainsi, parmi d'autres critères, principes et processus composant l'acquis européen, la Grèce a fait passer deux approbations communautaires : d'abord, la demande faite à la Turquie de progresser dans la résolution des problèmes avec ses voisins, ensuite, que l'entrée de Chypre dans l'UE ne dépende plus de la résolution préalable du problème politique du statut de l'île¹⁷. Le gouvernement socialiste tire profit de la conjoncture favorable et consolide le rapprochement en signant une série d'accords bilatéraux dans des domaines dits « secondaires » tels que la science et la technologie, la coopération pour la protection de l'environnement, la lutte contre les crimes (notamment le terrorisme et le crime en bande organisée, le trafic de la drogue et l'émigration clandestine), la coopération dans les domaines de la culture, de l'économie et du tourisme, la promotion réciproque des investissements, les transports maritimes, l'assistance mutuelle entre les administrations douanières des deux pays¹⁸. Ils entretiennent également de bonnes relations dans les domaines politiques et économiques, dans l'examen des méthodes de négociations préalables pour la résolution des différends sérieux avant la rencontre des ministres des Affaires

Etrangères⁷. Par ailleurs, une coopération entre les deux Ministères de l'Education Nationale s'établit afin de rayer des livres scolaires des deux pays l'idéologie qui entretient l'hostilité. D'ores et déjà, la politique socialiste soutient ardemment et essentiellement l'orientation européenne de la Turquie.

Analyse politique

- 14 Le bref historique de la ligne politique des socialistes grecs à l'égard de la Turquie révèle de façon nette deux cultures politiques complètement différentes. Le discours et la ligne politique de 1974 à 1996 témoigne d'un parti marqué par des contradictions internes, sans stratégie stable face à la Turquie. Le discours nationaliste et anti-turc du PASOK des années 1974-1989 accompagné d'un anti-américanisme primaire et d'un rejet de la CEE, apporte des résultats favorables aux socialistes quant à leur performance dans l'arène électorale⁸, puisqu'ils donnent l'impression d'un départ idéologique et politique radical, ils dépassent les idées politiques traditionnelles de la gauche communiste, satisfont les sentiments nationalistes du peuple et fournissent une alternative à l'opinion publique grecque qui voit les Turcs comme des ennemis séculaires. Pourtant, on ne peut ignorer le dualisme stratégique dans la politique extérieure du parti au cours de cette époque, selon qu'il s'agisse des *core* ou *periphery policies*⁹.
- 15 Quant à la première catégorie, englobant toutes les décisions cruciales telles que la place du pays dans l'OTAN, la CEE, la défense nationale et les relations avec la Turquie c'est l'adaptation et le pragmatisme gouvernementaux qui prédominent, et, quant aux questions périphériques, le parti adopte des prises de position verbales de nature déclaratoire sans pouvoir avoir un impact sur l'évolution des événements. Il exprime sa conception politique différente et alternative en maintenant de bonnes relations avec les mouvements de libération tiers-mondistes, l'Europe de l'Est, le Moyen-Orient, l'Amérique Centrale et l'URSS. La position socialiste tient à l'aspect idéologique plutôt qu'historique et ressemble à l'anti-colonialisme des pays du Tiers-Monde, exprimé pendant les périodes de transition démocratique. Il est caractéristique que le dualisme du parti soit décrit à l'époque comme s'il avait un cerveau occidental et un cœur tiers-mondiste¹⁰.
- 16 Pourtant, l'interruption des négociations bilatérales et la limitation de la nature des différends ne conduisent pas à la résolution des problèmes. La mentalité stratégique de Papandréou, fondée sur la logique du « *zero-sum game* » envenime le conflit, exclut toute perspective de négociation, augmente les tensions entre les deux parties rivales, car aucune initiative réelle de construction d'un climat de confiance n'est favorisée. Il est bien connu qu'un paramètre important lors des crises consiste à savoir si elles indiquent un gagnant et un vainqueur, même si elles n'aboutissent pas à la guerre¹¹. Le trait définitif, selon la distinction victoire/échec, adopté dans le discours de A. Papandréou lors de l'interprétation des crises, est fort probable d'accumuler plus de tension et d'instabilité après la crise, qu'une interprétation du résultat plus ambiguë ou moins claire (compromis/impasse) ou de portée définitive harmonique (victoire/victoire)¹².
- 17 Par contre, à partir de 1996 la stratégie socialiste accorde une place primordiale à la cible de l'UEM. C'est à travers ce prisme que le nouveau leader élabore l'idéologie et le programme du PASOK. Bien que le retournement du parti trouve ses racines après Maastricht, le changement de leadership a accéléré la convergence du pays et l'adaptation d'un populisme macro-économique à direction néo-libérale¹³. Dans cette

logique de forts liens et d'appartenance à l'UE, s'insère la nouvelle stratégie du rapprochement avec la Turquie et de meilleure coopération au moyen des mécanismes et du cadre fourni par l'UE et en faisant des pas énormes et rapides par comparaison à la stratégie socialiste précédente.

- 18 Cette nouvelle approche politique bien que stratégiquement opérationnalisée et développée lors du mandat de G. Papandréou au Ministère des Affaires Etrangères, est clairement visible après la mort de A. Papandréou et l'arrivée au pouvoir de C. Simitis. Ce dernier a mis en avant une nouvelle politique extérieure dont les principales caractéristiques sont « *le rapprochement avec les partenaires de l'UE, la fin de l'application du droit de veto pour contrer la Turquie dans ses relations avec l'UE, une politique balkanique plus constructive, attitude dite « positive » dans les relations du pays tant avec les partenaires européens, les Américains et les alliés au sein de l'OTAN, et finalement rapprochement avec la Turquie* »³¹. Ainsi, les socialistes grecs, suivant le courant de la famille du socialisme européen, « *recherchent au niveau européen les marges de manœuvre et les éléments de protection qui n'existaient plus au niveau national* »³².
- 19 Touchant l'ensemble de la vie politique grecque, cette mentalité trouve ses racines et s'élabore dans une école de pensée qui « *rejette le nationalisme sans issue et prône la fin de l'époque « héroïque » de l'anti-américanisme et d'anti-occidentalisme* »³³. Le nationalisme progressiste teinté de marxisme constitue un fléau à combattre par un groupe de personnes de l'entourage de C. Simitis. Les « *modernistes* » s'efforcent d'apporter des changements importants dans la société grecque en vue de sortir le pays d'un certain « *sous-développement* » politique, économique et social. Même si la politique de la modernisation est fortement soutenue par ce courant de pensée et par l'élite dirigeante du parti, il y a des critiques acerbes quant à son application pratique³⁴. Il existe une partie des cadres socialistes qui défendent la polarisation dans les relations gréco-turques. Ainsi, bien qu'on puisse affirmer que la gestion des crises après 1996 témoigne que le parti a changé son idéologie centrale, le discours et la pratique des députés, cadres et militants socialistes témoignent de réactions, ankyloses et réticences face aux choix du leader.
- 20 Si on tente d'expliquer la volonté des leaders lors de la gestion des crises, on peut dire qu'en 1976 A. Papandréou a voulu polariser dans un climat déjà polarisé après la dictature afin de rallier des suffrages ; en 1986 également, il a voulu renforcer sa position et gagner en impressionnant. Quant à C. Simitis, nouveau leader lors de la crise de 1996, il essaie d'éliminer les tensions et d'imposer sa nouvelle perception et son idéologie.
- 21 Bien que ses marges de manœuvre soient limitées, son pouvoir n'étant pas encore consolidé en pratique dans la bureaucratie du parti (une partie de celle-ci participe au gouvernement), il veut opposer le nouveau à l'ancien : il remercie les Etats-Unis (un geste témoignant de la volonté d'établir la nouvelle politique) et il accepte l'initiative du Ministère de la Défense d'envoi de bateaux sur les lieux de la crise (un acte symbolisant l'ancienne pratique). Par ailleurs, lors de l'entrée d'Öcalan dans le pays, le combat au sein du camp socialiste entre l'ancienne mentalité nationaliste et les modernisateurs se manifeste clairement : la livraison d'Öcalan aux Turcs témoigne de la volonté de rapprochement et d'entente. C. Simitis ne défend pas la polarisation et au lieu de la logique du jeu « *zéro-sum* » de son prédécesseur, il soutient le « *win-win game* ». Chaque fois qu'une crise émerge, il soutient le camp de la modération, il pousse au rapprochement et marginalise les forces d'opposition dans le parti. On peut affirmer

que deux crises dans les relations gréco-turques ont été suffisantes pour que le leader socialiste brise la pratique de la culture politique existante et qu'il applique la politique émanant d'une idéologie différente. La contradiction entre l'idéologie (modernisée, mise à jour) et la mentalité, la culture ou la pratique nationaliste trouve ses racines dans le cadre historique et conjoncturel de la fondation du parti³⁴.

Conclusion

- 22 On peut donc conclure que la perception différente des deux leaders en ce qui concerne la gestion des crises et conflits avec la Turquie émane d'une idéologie différente, ainsi que d'une perception différente de l'intérêt national. Dans la mesure où cet intérêt n'est pas limité à la survie de l'Etat, il n'est pas non plus prédéterminé et statique, mais plutôt négocié entre les acteurs politiques dotés de préférences et d'opinions différentes³⁵. On a pu voir que, pour autant que le conflit gréco-turc soit déterminé par un état de forces dont l'une est la dynamique des intérêts internes contradictoires, la gestion du conflit révèle son influence à l'intérieur du pays et même à l'intérieur du parti socialiste. On a pu déceler comment les enjeux dans les relations extérieures sont utilisés par les leaders pour asseoir leur pouvoir à l'intérieur du pays et aussi à l'intérieur de leur parti. D'après les quatre conflits examinés, on peut constater que les deux derniers ont fonctionné comme catalyseurs pour le changement de la ligne officielle du parti à l'égard de la Turquie et pour une politique de rapprochement, celle-ci étant confirmée par la position prise par le gouvernement socialiste lors du Sommet d'Helsinki. L'idéologie apparaissant comme la variable explicative, le changement de leader devient l'indicateur du poids d'une idéologie différente quant à la perception des relations entre les deux pays. La volonté politique pour la modernisation du pays a fourni une perspective nouvelle dans les différends gréco-turcs. L'Europe et les Etats-Unis apparaissent d'ores et déjà comme les garants du meilleur cadre pour un accommodement.

BIBLIOGRAPHIE

AKGONUL S., « Les périodes de détente politique dans les relations gréco-turques », *Etudes helléniques*, vol.8, n°2, automne 2000.

AYMAN G., « The Kardak (Imia) Crisis and Turkish-Greek Relations », *Etudes Helléniques*, Vol.9, n°2, automne 2001.

COSTANTINIDIS S. & CATSIAPIS J., « L'Union Européenne et la Méditerranée Orientale : Chypre-Grèce-Turquie l'après Conseil Européen d'Helsinki », *Études Helléniques*, vol.8, n°2, automne 2000.

COULOUMBIS T., « PASOK's foreign policies 1981-1989: continuity or change? », in R. CLOGG (dir.), *Greece, 1981-89: The Populist Decade*, New York: St.Martin's Press, 1993.

GRUNBERG G., *Vers un socialisme européen*, Paris : Hachette, 1997.

http://www.mfa.gr/english/foreign_policy/europe_southeastern/turkey/bilateral.html.

- KERIDIS D., « Domestic Developments and Foreign Policy: Greek Policy towards Turkey », in D. KERIDIS & D. TRIANTAPHYLLOU (dir.), *Greek-Turkish Relations in the era of globalization*, Massachusetts: Brassey's Inc, 2001.
- KERIDIS D., "Political Culture and Foreign Policy: Greek-Turkish Relations in the era of European Integration and Globalization", *A NATO fellowship final report*, Cambridge: June 1999.
- LOULIS J., *Greece under Papandreou : NATO's ambivalent partner*, Institute for European Defence and Strategic Studies, Londres : 1985.
- MARANTZIDIS N., « Partis et élections dans la Grèce des années 1974-2000 : la domination socialiste », *Mésogeios*, vol.8, 2000.
- MOSCHONAS G., « The path of modernization: PASOK and European Integration », *Journal of Southern Europe and the Balkans*, vol.3, n°1, 2001.
- PAPACHELAS A., *O viasmos tis ellinikis dimokratias : o amerikanikos paragontas 1947-1967 (= La violation de la démocratie grecque : le facteur américain 1947-1967)*, Athènes : Estia, 1997.
- ROZAKIS C., « La position internationale de la Grèce », *La Grèce du Politique, Pôle Sud*, n°18, mai 2003.
- ROZAKIS C., « Exoteriki Politiki : Apo to trito kyma stis isorropies kai ston taktikismo » (= « Politique Etrangère : De la troisième voie vers les équilibres et le tactisme »), in S. PAPASPILIOPOULOS (dir.), *PASOK : kataktisi kai askisi exousias (=PASOK : acquisition et exécution du pouvoir)*, Athènes : Sideris, 1996.
- SVOLOPOULOS C., *To kathestos ton visidon sto Notianatoliko Egéo (=Le statut des îlots en Egée du sud-est)*, Athènes : Estia, 2002.
- TSARDANIDIS C., « I exoteriki politiki : 1990-1997 » (=« La politique extérieure : 1990-1997 »), in M.SPOURDALAKIS (dir.), *PASOK : Komma-Kratos-Koinonia (=PASOK : Parti-Etat-Société)*, Athènes : Patakis, 1998.
- VALLINAKIS Y., *Eisagogi stin elliniki exoteriki politiki 1949-1988 (=Introduction à la politique extérieure grecque 1949-1988)*, Thessaloniki : Paratiritis, 1989.
- VATHAKOU E., *International crisis and peace processes as autopoietic systems in world society: examples from greek-turkish relations*, Thèse soutenue à l'Université de Kent, Canterbury pour le Doctor of Philosophy, mars 2003.
- VEREMIS T., *Istoria ton ellinoturkikon sxeseon 1453-2003 (=Histoire des relations gréco-turques 1453-2003)*, Athènes : Sideris, 2003.
- VERNEY S., « The Greek Socialists », in J.GANFFNEY (dir.), *Political Parties and the European Union*, London: Routledge, 1996.

NOTES

1. - Vathakou E., *International crisis and peace processes as autopoietic systems in world society: examples from greek-turkish relations*, Thèse soutenue à l'Université de Kent, Canterbury pour le diplôme Doctor of Philosophy, mars 2003, p.205.
2. - Les îlots Imia (connues aussi avec le nom Kardak selon l'Accord de 1932) sont intégrés à la Grèce ainsi que toutes les îles du Dodécanèse selon le Traité de Paix signé entre l'Italie et les forces de l'Alliance à Paris le 10.2.1947. L'article 14 du traité définit que l'Italie donne à la Grèce la souveraineté intégrale des îles du Dodécanèse et des îlots

proches de celui. Ainsi, la Grèce a hérité la souveraineté dans la région et le statut juridique des îles et îlots, définit depuis 1932 entre l'Italie et la Turquie. Or, d'après le Traité de Lausanne de 1923, la Turquie donne officiellement la souveraineté du Dodécanèse à l'Italie ; le 4.1.1932 ces deux pays signent le Traité pour la démarcation des eaux territoriales entre la côte d'Anatolie et l'île de Castellorizo et le 28.12.1932 un deuxième Traité pour définir la ligne des frontières entre le Dodécanèse et la côte turque en utilisant 37 points. Le 30^e déclare que la ligne passe à mi-distance entre Kardak (Dodécanèse) et Kato (Anatolie). A cause de la nature technique du Traité, il a été signé par des diplomates des deux cotés et ainsi la ratification n'était pas exigée. La Grèce a hérité ce statut en 1947 et il reste en vigueur depuis cette date. Voir à ce propos Svoloopoulos C., *Le statut des îlots en Egée du sud-est*, Athènes : Estia, 2002.

3. - Akgonul S., « Les périodes de détente politique dans les relations gréco-turques », *Etudes helléniques*, vol.8, n°2, automne 2000, p.109.
4. - Keridis D., « Domestic Developments and Foreign Policy: Greek Policy towards Turkey », in D. Keridis & D.Triantaphyllou (dir.), *Greek-Turkish Relations in the era of globalization*, Massachusetts: Brassey's Inc, 2001, pp. 2-18.
5. - Couloumbis T., « PASOK's foreign policies 1981-1989: continuity or change? », in R. Clogg (dir.), *Greece, 1981-89: The Populist Decade*, New York: St.Martin's Press, 1993, pp. 113-128.
6. - Veremis T., *Histoire des relations gréco-turques 1453-2003*, Athènes : Sideris, 2003, p.118.
7. - Papachelas A., *La violation de la démocratie grecque : le facteur américain 1947-1967*, Athènes : Estia, 1997.
8. - Marantzidis N., « Partis et élections dans la Grèce des années 1974-2000 : la domination socialiste », *Mésogeios*, vol.8, 2000, pp.7-25.
9. - Tsardanidis C., « La politique extérieure : 1990-1997 », in M.Spourdalakis (dir.), *PASOK : Parti-Etat-Société*, Athènes : Patakis, 1998, pp.295-318.
10. - Vallinakis Y., *Introduction à la politique extérieure grecque 1949-1988*, Thessaloniki : Paratiritis, 1989, pp.214-216.
11. - Veremis T., *op.cité*, p.156.
12. - *Ibid.*, p.156.
13. - Selon ce moratorium les deux pays s'engagent à s'abstenir d'actes ou déclarations qui peuvent provoquer l'autre côté.
14. - Veremis T., *op.cité*, p.159.
15. - *Ibid.*, p.160.
16. - Verney S., « The Greek Socialists », in J. Ganffney (dir.), *Political Parties and the European Union*, London: Routledge, 1996.
17. - De 1996 à 1997 Rauf Denktas déclare pour la première fois à la télévision que les personnes grecques disparues depuis l'invasion turque étaient tuées lors de leur emprisonnement ; de Gréco-chypriotes ont été tués au cours de la même période sur la ligne verte de l'île et le Ministre de la Défense Grecque a été empêché par d'avions militaires turcs lors de son vol vers Chypre.
18. - Veremis T., *op.cité*, p.168.
19. - Athènes débloque les aides financières et crédits destinés à la Turquie, lesquels celle-ci est censée recevoir dans le cadre de l'Union Douanière depuis 1992, sans pour autant lever le veto qui empêche le fonctionnement du Quatrième Protocole de financement de la Turquie par la Communauté Européenne depuis 1981.
20. - Akgonul S., *op.cité*, p.107-142.

21. - Rozakis C., « La position internationale de la Grèce », *La Grèce du Politique, Pôle Sud*, n°18, mai 2003, pp.101-112.
 22. - Afin de savoir la liste détaillée des accords ainsi que les dates de ratification voir http://www.mfa.gr/english/foreign_policy/europe_southeastern/turkey/bilateral.html.
 23. - Rozakis C., *op.cité.*, p.110.
 24. - Moschonas G., « The path of modernization: PASOK and European Integration », *Journal of Southern Europe and the Balkans*, Vol.3, n°1, 2001, pp.11-13.
 25. - Loulis J., *Greece under Papandreou : NATO's ambivalent partner*, Institute for European Defence and Strategic Studies, Londres : 1985, pp.18-19.
 26. - Couloumbis T., *op.cité.*, pp.113-128.
 27. - Ayman G., « The Kardak (Imia) Crisis and Turkish-Greek Relations », *Études Helléniques*, Vol.9, n°2, automne 2001, pp.49-68.
 28. - *Ibid.*, p.52.
 29. - Moschonas G., *op.cité.*, p.20.
 30. - Costantinidis S. & Catsiapis J., « L'Union Européenne et la Méditerranée Orientale : Chypre-Grèce- Turquie l'après Conseil Européen d'Helsinki », *Études Helléniques*, vol.8, n°2, 2000, automne, pp. 5-15.
 31. - Grunberg G., *Vers un socialisme européen*, Paris : Hachette, 1997, p. 59.
 32. - Costantinidis S. & Catsiapis J., *op.cité.*, pp. 5-15.
 33. - *Ibid.*, p.13.
 34. - Rozakis C., « Politique Etrangère : De la troisième voie vers les équilibres et le tactisme », in S. Paspapiliopoulos (dir.), *PASOK : acquisition et exécution du pouvoir*, Athènes : Sideris, 1996.
 35. - Keridis D., "Political Culture and Foreign Policy: Greek-Turkish Relations in the era of European Integration and Globalization", *A NATO fellowship final report*, Cambridge, June 1999.
-

RÉSUMÉS

Les relations gréco-turques et l'affaire Chypriote constituent les deux sujets les plus sensibles de la politique étrangère grecque, surtout après l'invasion turque dans l'île chypriote et la guerre gréco-turque en 1974. Le PASOK, a développé une ligne politique à l'égard de la Turquie évoluant de l'ultra-nationalisme au discours critique, puis à la neutralité stratégique mais ambiguë, et finalement au rapprochement définitif.

Ce papier vise à examiner et à éclaircir les origines de l'évolution de la ligne politique du parti en la matière. En distinguant l'attitude des socialistes grecs à l'égard des crises gréco-turques comme une variable dépendante, on va explorer le rôle du leadership, voire de son idéologie, en tant que variable indépendante quant au changement de la gestion lors des crises et conflits

Greek-Turkish relations and the Cypriot issue constitute the two most sensitive subjects of the Greek foreign policy, especially after the Turkish invasion in Cyprus and the Greek-Turkish war of 1974. PASOK has developed its attitude towards Turkey, starting by ultranationalist thesis and

evolving to critical discourse, then to strategic, but ambiguous neutrality and, finally, reaching the definitive rapprochement.

This paper seeks to examine and clarify the origins of the evolution in the Greek socialists' attitude in the different crises emerging between Greece and Turkey. We will perceive the socialist position in the Greek-Turkish crises as a dependant variable and we will thus try to explore the leadership's role -its ideology aspects- as an independent variable in the evolution of the crisis management and conflict resolution.

INDEX

Mots-clés : Chypre, conflit, relations gréco-turques, parti socialiste grec (PASOK)

AUTEUR

LAMPRINI RORI

Paris I Panthéon-Sorbonne